ISSN 0024-7650

L 15290 - 3040 - F: 1,50 €

Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3040
6 novembre 2026
1,50 € • DOM: 2€

Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Vive les grèves et les manifestations !





LO

États-Unis

Claque électorale pour Trump

Page 11

Face au racisme

Un combat de tous les travailleurs

Pages 3 et 4

Vie chère

Augmentez les salaires !

Page 12

Au sommaire

Les jeunes en lutte

- Le mouvement fait sa rentrée 6
- Petite carotte et gros bâton 6
- Saint-Étienne : option matraque 6
- Le 31 octobre : encore un succès 6
- À Toulouse, Tours et Angers 7
- Lycée Paul Éluard – Saint-Denis : une rentrée mouvementée 7

Leur société

- Après l'attentat de Trappes : un rassemblement bien encadré 3
- La responsabilité du RN… et de tant d'autres 3
- Leur république et notre classe sociale 3
- Loi casseurs-payeurs : pour intimider les manifestants 4
- Face au racisme : interdire CNews ne suffira pas 4
- Prisons : de pire en pire 4
- Le 5 novembre et après : des confédérations syndicales pas pressées 5
- En gare de Nantes 5
- Total : comment profiter de la guerre 5
- Vie chère : les responsables et ceux qui paient 12
- Chômage : dans la galère et la misère 12
- Énergie : chauffage hors de prix 12
- Gazole : les pétroliers toujours gagnants 12

Dans le monde

- Italie : toutes les colères sont dans la rue 8
- Espagne : la dégradation des transports a conduit à une catastrophe 8
- Allemagne : « la Gen Z s'en charge » 8
- Russie-Ukraine : une « paix jamais aussi proche » ? 9
- Israël : la campagne anti-arabe de Netanyahou 10
- Changement climatique : un rapport de plus 10
- Pétrole : les Majors exultent 10
- États-Unis : Trump reçoit une claque électorale 11
- Les résultats du Working class party 11

Dans les entreprises

- Stellantis – Douvrin 13
- Hensoldt Nexeya France, La Poste – Lyon, Atalian – CEA – Saclay 14
- ID-Logistics – Cholet, Airbus Helicopters – Marignane 15

Notre campagne

- À La Roche-sur-Yon, Cholet et Évreux 16
- Réunions publiques : Vesoul, Belfort, Montbéliard, Metz 16
- Fêtes de Lutte ouvrière : Besançon, Compiègne, Caen, Dijon, Fourmies, Angoulême 16

ÉDITORIAL

Vive les grèves et les manifestations !

Il y a unanimité dans le monde du travail : les salaires ne suffisent plus, et ça ne peut plus durer. En un an, le gazole a augmenté de 44 %, l'essence de 26 %, le gaz de 19 %, les produits frais de 9,5 %, les assurances de plus de 4 %. Quel salaire a augmenté dans ces proportions ?

Quel que soit notre salaire, nous nous appauvrissons tous à un rythme accéléré. Tous les politiciens et le patronat lui-même le reconnaissent. Mais c'est toujours pour nous expliquer que les patrons payent trop de charges et que le problème viendrait de l'État. C'est de l'enfumage.



LO

Les cotisations et les impôts patronaux n'ont cessé de baisser ces dernières années, donc ce ne sont pas les charges qui les ont empêché d'augmenter les payes. Les salaires ont été écrasés pour que les profits, les dividendes et les grandes fortunes s'envolent. Le grand patronat nous mène une lutte de classe acharnée, et tant que nous ne rendrons pas les coups, nous reculerons.

Nous sommes des millions à nous épuiser pour tenir les cadences et des horaires de travail délirants, tout en étant de moins en moins payés. Et dès que les patrons baissent la production ou trouvent d'autres façons de s'enrichir, c'est la porte, et la dégringolade dans la misère.

Quant au profit, plus il est élevé, moins il faudrait en parler ! TotalEnergies a annoncé plus de 8 milliards de profits au troisième trimestre. On s'en doutait, vu le racket que l'on subit à la pompe à essence, mais c'est « circulez, il n'y a rien à voir » !

BNP Paribas, le Crédit Agricole et Société générale cumulent déjà 22 milliards de profits depuis le début de l'année. Dans l'industrie aussi, les milliards s'accumulent chez Safran, Schneider Electric, Airbus… Mais si on dénonce les profits du CAC 40, on est taxé d'idéologue hors sol, parce que l'économie serait surtout constituée de petites entreprises qui auraient du mal à s'en sortir.

Bien sûr qu'il y a des commerçants, des entrepreneurs et des agriculteurs qui galèrent ! Ils sont forcés, comme tous les travailleurs, de payer leur carburant bien trop cher, et une partie de leur bénéfice y passe et se retrouve dans les profits de TotalEnergies. Ainsi va la société capitaliste : l'essentiel des richesses est capté par les plus gros trusts capitalistes industriels et financiers, et c'est ce qu'il ne faut plus accepter.

Que l'on travaille dans une petite, moyenne ou grande entreprise, dans le privé ou le public, les superprofits de la classe capitaliste sont le fruit de notre travail commun. Il faut imposer qu'ils servent à augmenter les salaires de tous.

Les travailleurs sont toujours censés passer en dernier. Ils sont censés se satisfaire des miettes qu'il restera après que les actionnaires, les financiers, les donneurs d'ordre ou les fournisseurs s'en seront mis plein les poches. C'est révoltant et il ne faut plus l'accepter. Alors, joignons-nous à la colère qui s'exprime déjà dans la rue pour le dire !

Il nous faut des augmentations de 300 à 400 euros, et indexer les salaires sur l'inflation, mois après mois si nécessaire. À moins de 2 200 euros, il est impossible de vivre dignement, alors il faut porter le smic net à ce niveau-là.

La jeunesse, rejointe déjà par de nombreux travailleurs lors des manifestations des 17, 24 et 31 octobre, a construit un rapport de force qui a obligé le gouvernement à annoncer qu'il allait desserrer les cordons de la bourse et mettre davantage de moyens dans l'éducation. C'est le bon moment pour mettre en avant les revendications de l'ensemble des travailleurs.

Le gouvernement veut désamorcer la colère ouvrière en avançant d'un mois la revalorisation du smic et en y ajoutant un coup de pouce. Cela augmenterait le smic de 22 euros brut par mois, encore une insulte pour ceux qui triment payés au smic ! Le Medef s'oppose même à ce geste symbolique. Preuve que l'on n'obtiendra rien sans se battre.

La grève est le seul moyen d'engager un rapport de force contre le grand patronat, car elle touche à la sacro-sainte fabrique des profits. La grève est un combat difficile qui doit se construire et s'organiser. Cela commence par recréer des liens, se réunir et formuler ensemble nos revendications.

Les confédérations syndicales ont appelé tous les secteurs à faire grève jeudi 5 novembre. Non seulement il faut y répondre, mais cela peut et doit être une étape pour que les travailleurs reprennent confiance en leur force collective. Dans toutes les entreprises, le 5 novembre et les jours suivants, il faut que des cortèges de travailleuses et de travailleurs s'organisent pour rejoindre les manifestations !

Nathalie ARTHAUD

Après l'attentat de Trappes : un rassemblement bien encadré

Vendredi 30 octobre, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Trappes après l'attentat raciste du 23 octobre, qui a fait un mort et cinq blessés.

L'émotion et la colère étaient palpables parmi les habitants venus rendre hommage aux victimes.

Beaucoup avaient le sentiment d'avoir frôlé la mort le 23 octobre ; à quelques minutes près, ils auraient pu eux aussi être ciblés pour leur couleur de peau ou leur origine. Mais ce rassemblement organisé par la mairie avait aussi un caractère politique bien cadré : fouilles à l'entrée de la zone délimitée, pancartes contrôlées, drapeaux et banderoles interdits à l'exception des drapeaux français distribués par les organisateurs. Il a même fallu argumenter pour qu'une pancarte portant l'inscription *« Pour se débarrasser du racisme, il faut renverser le capitalisme »* soit acceptée ! Aucune prise de parole politique en dehors de celle du maire n'était autorisée.

Dans son discours, le maire de Trappes a dénoncé la responsabilité du RN et des médias comme CNews dans la diffusion des idées racistes. Mais sa dénonciation, si ferme soit-elle, ne débouche que sur la défense d'une « République unie », allant jusqu'à invoquer De Gaulle et Chirac comme modèles.

Au fond, ce discours n'est guère différent de celui des représentants politiques de la droite qui étaient réunis le même jour dans la commune voisine de La Verrière pour célébrer eux aussi « l'unité nationale » contre le racisme. S'en remettre à de tels personnages, aux tribunaux et à la police pour lutter contre l'extrême droite serait une dangereuse illusion.

Correspondant LO

La responsabilité du RN… et de tant d'autres

De nombreuses manifestations ont eu lieu pour dénoncer la tuerie raciste de Trappes.

À Trappes même, le 30 octobre, le rassemblement a réuni toute la gauche, du PS à LFI. Le maire, Ali Rabeh, a souligné la responsabilité du Rassemblement national comme étant *« ceux qui ont armé idéologiquement ce terroriste »*. Il a aussi regretté l'absence de la droite et du centre, semblant mettre ses espoirs dans un « front républicain » contre le RN. Mais le Rassemblement national est loin d'être le seul à incriminer.

La droite, quand elle était au pouvoir, a multiplié les attaques contre les immigrés. Dans l'opposition, elle fait la course avec le RN sur le terrain de la démagogie raciste. Retailleau, ex-ministre de l'Intérieur de Macron a par exemple déclaré à propos des violences du 17 octobre : *« Oui, il y a un lien entre une immigration massive qui crée des désordres sécuritaires et ce qu'il s'est passé »*. Édouard Philippe et Gabriel Attal, anciens Premiers ministres de Macron et candidats à la présidentielle lui ont emboîté le pas. Quant à Darmanin, il est l'un de ceux qui réclament à cor et à cri un « moratoire » sur l'immigration. La droite rejoint le RN pour faire de l'immigration un fonds de commerce, insinuant que l'aggravation de la situation sociale viendrait d'elle. Quant aux hommes politiques de droite dits républicains, comme Chirac, que la gauche encense, il n'y a qu'à rappeler qu'il fut l'homme du « bruit et des odeurs » !

Alors, le RN n'est pas seul à répandre ouvertement le poison raciste, à alimenter la machine à division entre travailleurs. Mais à ce petit jeu et d'une manière souvent plus hypocrite, la gauche n'est pas en reste. Au pouvoir, les socialistes ont aussi multiplié les lois contre les immigrés, favorisant l'idée que l'immigration serait un problème, qu'elle entraînerait un appauvrissement du monde du travail. De Glucksmann à Mélenchon, tous prônent d'une manière ou d'une autre une régulation du flux migratoire.

Pour se protéger de la haine raciste criminelle, les travailleurs immigrés ne peuvent compter sur aucun politicien, fût-il de gauche. Ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces, leurs propres capacités à se défendre. Ce combat doit devenir celui de l'ensemble des travailleurs. Car la division engendrée par le racisme ne peut que les affaiblir face à leurs réels ennemis : leurs exploiteurs.

Aline Urbain

Leur république et notre classe sociale

La plupart des rassemblements organisés après l'attentat raciste de Trappes ont été placés sous le thème de « la république contre le racisme » et ont vu fleurir une profusion de drapeaux tricolores.



LO

À Paris le 31 octobre.

Ali Rabeh, le maire de Trappes a déclaré *« la France, c'est nous »*. Dans l'immense foule rassemblée à Trappes, beaucoup ont entonné *« on est chez nous »* pour faire un pied de nez à l'extrême droite qui utilise ce slogan dans un sens raciste et prétend que ce pays devrait être réservé aux Blancs, de préférence chrétiens. De son côté, Jean-Luc Mélenchon a inventé le concept de « nouvelle France » en même temps que LFI faisait élire, au Parlement ou à la tête de nombreuses mairies, beaucoup de femmes et d'hommes issus de l'immigration. Ces formulations font mouche dans la jeunesse ou les banlieues populaires des grandes villes, et on le comprend car elles expriment le sentiment totalement juste que les immigrés et les enfants ou petits-enfants d'immigrés, qu'ils soient blancs, noirs, arabes ou autres, qu'ils soient musulmans, chrétiens, juifs, bouddhistes ou sans religion, font partie de plein droit de la population de ce pays, qu'ils contribuent à faire fonctionner au jour le jour.

Mais cette revendication d'unité derrière les prétendues « valeurs républicaines » est un piège. La France des habitants de Trappes, comme celle des autres villes populaires, n'est pas la même que celle des quartiers riches. La différence essentielle n'est pas la couleur de peau ou la religion pratiquée par les uns et les autres, elle est d'abord sociale. Les uns sont le plus souvent ouvriers, infirmiers, chauffeurs, maçons, auxiliaires de vie, quand les autres sont cadres supérieurs, notaires, magistrats ou… rentiers. Le revenu médian de Trappes est de 18 000 euros par an quand celui de Neuilly est de 56 000 euros.

La république sans cesse invoquée par les dirigeants politiques, y compris ceux de gauche, est l'oripeau derrière lequel se cachent un appareil d'État, une police, une justice, une armée, qui ont pour fonction de maintenir l'ordre social. Hier, sous des gouvernements de gauche ou de droite, leur république a organisé le pillage colonial, aujourd'hui, elle envoie encore des corps expéditionnaires en Afrique ou au Moyen-Orient pour assurer des contrats et des marchés à TotalEnergies, Dassault ou CMA CGM. Leur république, qui a fait tirer sur des travailleurs révoltés dans le passé, envoie toujours sa police contre les grévistes et les manifestants, qu'ils soient gilets jaunes ou jeunes de banlieues. Affirmer « l'unité » derrière cette république, c'est aussi se dire prêt à obéir à des gouvernements qui maintiennent ce système d'exploitation.

Cette république est parfois capable d'offrir quelques postes de préfets, commissaires, juges, hauts fonctionnaires, à des personnes issues de l'immigration et même, plus rarement, à certains qui ont grandi dans des quartiers populaires. Mais elle n'a que du mépris, de la relégation et des coups à offrir aux exploités, qu'ils soient blancs, noirs ou arabes.

Xavier Lachau

Loi “casseurs-payeurs” : pour intimider les manifestants

Dans la nuit du 27 au 28 octobre, le Sénat a adopté une version encore plus répressive du projet de loi « casseurs-payeurs ».

Le projet de loi a d'abord été élaboré après les débordements survenus à la fin de certains matchs de la Ligue des champions en mai. Il visait déjà à faire payer *« la réparation des dommages résultant de violences ou de dégradations commises dans l'espace public et au recouvrement des dommages et intérêts »* par les auteurs de ces actes.

La dernière version ne vise plus les supporters de foot, mais bien tous les manifestants en plein mouvement lycéen et de contestation générale de la vie chère. Il s'agirait de punir et de faire payer tous les participants d'une manifestation pour les dégradations constatées, même s'ils n'ont rien cassé eux-mêmes. L'État pourrait ainsi réclamer des dommages et intérêts à hauteur de 10 000 euros par personne, un plafond que les élus du RN ont même essayé de porter à 30 000 euros. Si les manifestants n'en ont pas les moyens, la loi prévoit de se payer, en saisissant éventuellement une partie de leur RSA ou de leur prime d'activité ou de rentrée scolaire, des allocations familiales, ou de leurs aides au logement (APL). En somme, les manifestants risqueraient non seulement de devoir rembourser des dégâts qu'ils n'auraient pas commis, mais toute leur famille pourrait en faire collectivement les frais !

Quant aux travailleurs étrangers, certains seraient passibles d'interdiction du territoire. Ils ont le droit de se faire exploiter dans le bâtiment ou la restauration pour des salaires de misère et de payer des impôts, mais seraient donc interdits de manifester pour contester le sort qui leur est fait !

Enfin, le projet est de renforcer la possibilité de bloquer administrativement certains sites Internet ou réseaux sociaux qui seraient le siège d'appels à une mobilisation.

Ce projet de loi « casseurs-payeurs » s'inscrit dans la tentative du gouvernement d'intimider et d'empêcher la participation aux manifestations. Depuis le début du mouvement, mais aussi lors des manifestations du samedi, ministres et préfets ont redoublé d'efforts pour effrayer et dissuader bien des jeunes et des travailleurs de venir manifester. Les dirigeants de l'État tentent ainsi d'associer la simple participation à une manifestation avec les dégâts ou pillages pouvant être commis en marge de celle-ci, et ils le rabâchent sans cesse sur les plateaux TV avec la plus grande complaisance des médias. Et, alors que les manifestations ont été interdites dans bien des villes ces derniers samedis, selon la nouvelle loi, la simple participation à un rassemblement non autorisé pourrait valoir à chaque manifestant six mois d'emprisonnement !



LO

Dans la manifestation à Angers, le 31 octobre.

Ce projet de loi va donc de pair avec le déploiement massif des forces de répression, et les violences policières constatées un peu partout, ainsi que les condamnations en justice. Mais la menace répressive ne suffit pas toujours à faire taire la contestation populaire. Même les régimes les plus autoritaires l'ont appris à leurs dépens.

Marlène Stanis

Face au racisme : interdire CNews ne suffira pas

Le 3 novembre, une pétition réclamant le retrait de CNews de la TNT, et même la fermeture de la chaîne, dépassait les 700 000 signatures, recueillies pour l'essentiel en quelques jours.

Après l'attentat raciste de Trappes, les signataires expriment une colère légitime contre la chaîne du milliardaire Vincent Bolloré, qui déverse des propos racistes à longueur d'antenne. CNews bénéficie gratuitement d'une fréquence de la TNT, lui donnant accès à des millions de téléspectateurs. Un privilège accordé par la puissance publique dont profite Bolloré, tandis que les éditorialistes de sa chaîne dénoncent à longueur de journée les fonctionnaires, les « assistés » et les dépenses publiques !

Mais ceux qui ont armé idéologiquement le tueur de Trappes ne sont pas seulement sur CNews. Après les manifestations du 17 octobre, la porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, dénonçait *« la racaille qui est descendue dans la rue »*. Sur les chaînes d'information, publiques comme privées, les images de pillages et d'affrontements tournaient en boucle. Le 23 octobre, l'auteur de l'attentat de Trappes expliquait avoir voulu « venger » les commerçants touchés le 17 octobre, en s'attaquant aux Noirs et aux Arabes. Cela n'a pas empêché Édouard Philippe, ancien Premier ministre, d'affirmer quatre jours plus tard que *« la surreprésentation de jeunes issus de l'immigration était patente »* parmi les fauteurs de troubles. Comment croire que l'État et les responsables politiques qui répandent ces préjugés puissent être les garants de la lutte contre le racisme ?

En outre, confier à l'État le pouvoir de décider quelles idées ont le droit de s'exprimer, c'est lui reconnaître celui de faire taire demain des organisations qui contestent sa politique. Et on peut être certain qu'il s'en prendra plus fermement aux organisations de travailleurs qu'à l'extrême droite.

Le problème n'est pas seulement qu'il existe des propagandistes racistes ; c'est que leurs discours trouvent un écho dans la population, convainquent des hommes et des femmes de voir dans les immigrés les responsables de leurs difficultés. Fermer une chaîne de télévision ne fera pas disparaître ces préjugés, ni surtout le terreau de misère sociale sur lequel ils prospèrent

Le véritable enjeu est de les faire reculer dans la société et surtout que ceux qui les propagent ne trouvent autour d'eux ni soutien ni complicité. Cela ne pourra se faire qu'en développant la conscience de classe des travailleurs, la conscience que, quelles que soient leurs origines, ils partagent les mêmes intérêts et ont les mêmes adversaires.

Claire Dunois



LO

Prisons : de pire en pire

D'après les statistiques du ministère de la Justice, le nombre de détenus en France a augmenté de 7,2 % en un an. 90 937 détenus s'entassent dans des prisons prévues pour 63 452. C'est un record absolu.

Faute de place, 8 959 prisonniers dorment sur des matelas posés au sol, un chiffre en hausse de 52 % en un an. Les conditions de vie ne cessent de se dégrader, notamment dans les maisons d'arrêt réservées aux courtes peines ou aux personnes en attente de jugement, où le taux d'occupation atteint 178 %, et même 200 % dans quarante d'entre elles, dans des conditions d'insalubrité révoltantes.

Les prisons sont à l'image de la société, dans ce qu'elle a de pire. Les personnes privées de liberté sont confinées dans des lieux où règnent l'insalubrité et la violence. Et le renforcement de la politique répressive, cheval de bataille de nombre de politiciens réactionnaires, ne peut que conduire à une dégradation inéluctable de la situation.

Hervé Cheylar

Le 5 novembre et après : des confédérations syndicales pas pressées

Alors qu'elle était programmée fin septembre par la fédération CGT Métallurgie comme une journée visant à défendre « notre industrie », la date du 5 novembre est devenue une étape dans le mouvement initié par la jeunesse.

Ce n'est que le 5 octobre, après le succès de la mobilisation du 29 septembre, que poussée par l'explosion de colère lycéenne, une intersyndicale CGT, FO et CFDT s'est emparée de la date du 5 novembre pour appeler les salariés du privé et du public à en faire une journée de grève et de manifestation *« pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie »*. Alors que la jeunesse en était déjà à sa deuxième semaine de mobilisation, l'intersyndicale n'affichait de perspective pour les travailleurs que dans un délai d'un mois… Pendant tout le mois d'octobre, les confédérations se sont donc contentées du minimum : déclarer leur soutien aux lycéens et appeler aux manifestations des samedis. Dans la plupart des entreprises, elles ont de plus maintenu le silence radio, la parole restant le monopole du gouvernement, de BFM-TV et de CNews.

Après trois samedis de mobilisation réussie, les 17, 24 et 31 octobre, le 5 novembre est finalement devenu de fait une perspective pour bien des lycéens et des étudiants, leur permettant de relancer leur mouvement après les congés. Les confédérations syndicales ont pu aussi apparaître comme voulant donner une perspective, une direction au mouvement de protestation. Pas plus qu'en octobre, les confédérations syndicales ne cherchent vraiment à faire que les travailleurs s'engouffrent dans la brèche ouverte par les manifestations lycéennes pour défendre leurs intérêts de classe. Elles se placent même en retrait. Ainsi, quand Sophie Binet s'est adressée par lettre aux syndicats CGT le 26 octobre, c'était pour leur fixer l'objectif, non de lutter pour de véritables augmentations, mais de préparer l'ouverture des négociations annuelles obligatoires (NAO) ! Or ces dernières visent surtout à étouffer les mobilisations des travailleurs sur les salaires dans des discussions sans fin entre patrons et syndicats autour d'un tapis vert.



EMILIE TOURNET

Sophie Binet à Orléans, le 24 octobre.

La politique de la direction de la CGT va même encore plus à l'encontre de la mobilisation des travailleurs quand Sophie Binet déclare que *« l'enjeu de la mobilisation dépasse la simple satisfaction des revendications, mais déterminera la dynamique des élections présidentielle et législatives »*. C'est vouloir déplacer la lutte sur le terrain électoral.

Les confédérations syndicales ont des objectifs propres, notamment la reconnaissance du rôle de leur appareil dans le cadre de ce système capitaliste. Elles ne défendent que bien partiellement les intérêts matériels du monde du travail. Si la grève du 5 novembre ou une autre journée ouvrait la voie à une véritable mobilisation de la classe ouvrière, les travailleurs ne pourraient se fier à leur direction. Dès le début de leur mobilisation, ils devraient chercher à se donner leur propre direction, élue et contrôlée par la base dans chaque entreprise, autour de comités de grève décidant démocratiquement de leurs propres revendications et des moyens pour les obtenir.

Serge Benham

En gare de Nantes

Les journées précédant la grève, quelques cheminots ont fabriqué collectivement des affichettes et des cartons appelant à la grève. Les idées ont fusé, ceux qui passaient à côté commentaient et cela a permis de discuter de la grève, de l'intérêt de se rassembler avant de partir en manifestation et de tenir une assemblée générale…

Pendant deux jours, le local de pause a été bien décoré et on pouvait lire sur les affichettes : *« L'inflation prend la vitesse, les salaires restent à quai ! »*, *« Vous vendez du rêve aux voyageurs, vous offrez du mépris aux travailleurs »*, *« La colère grandit, les Dii aussi »* (Dii : déclaration de grève) ou encore *« Contre la division, tous en grève le 5 »* ; jusqu'à ce que la direction de la SNCF vienne enlever la plupart des affichettes. Cela n'a été que partie remise car un autre atelier a pu avoir lieu le week-end suivant.

Populariser la grève, c'est de l'avis de tous un excellent exercice.

Correspondant LO

Total : comment profiter de la guerre

Le 29 octobre, TotalEnergies a de nouveau annoncé des profits gigantesques : 8,3 milliards de dollars au troisième trimestre de 2026, contre 3,7 milliards au même trimestre de 2025, soit plus du double.

Cette année, marquée par la guerre contre l'Iran, le groupe pétrolier s'approche de son record historique qui avait suivi le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Le gouvernement s'est, lui, félicité, par la voix de sa porte-parole et ministre de l'Énergie Maud Bregeon, *« d'avoir un grand major pétrolier dans une crise telle que celle que l'on traverse »*, comme si Total était le remède et non la maladie. Pour continuer à profiter de la crise, de la hausse des prix y compris du gaz et de l'électricité, le trust, qui ne s'embarrasse d'aucun scrupule pour gagner sur tous les tableaux , a lancé une « offre » : avoir un contrat de gaz ou d'électricité TotalEnergies donne droit à un plafonnement du diesel à 1,99 euro à la pompe. Il ose appeler cela « l'avantage carburant ».



Les prix stratosphériques de l'essence sont avant tout dus à l'explosion des marges sur le raffinage, c'est-à-dire de l'opération qui permet d'extraire depuis le pétrole brut les composants qui sont ensuite utilisés : essence, diesel, mazout, kérosène ou encore butane et propane. Ainsi, le résultat au troisième trimestre de la division raffinage-chimie de TotalEnergies a été multiplié par… cinq entre 2025 et 2026. Et cela sans que le groupe ait réalisé le moindre changement dans ses infrastructures.

Les justifications données par les prétendus spécialistes sont que les attaques contre des installations pétrolières au Moyen-Orient et des frappes ukrainiennes contre des raffineries russes auraient créé une diminution des capacités mondiales de raffinage et donc un déséquilibre entre l'offre et la demande. Or l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la diminution réelle des volumes mondiaux de pétrole traités par les raffineries n'a été que de 3 % entre 2025 et 2026. C'est donc sans commune mesure avec l'explosion des profits et des prix. Même en considérant le cas particulier du diesel, plus dépendant des raffineries du Moyen-Orient, l'AIE parle d'une contraction du volume de raffinage inférieur à 6 %.

Il n'y a donc pas de réelle pénurie. En fait, les raffineurs profitent de leur position dominante pour amplifier celle-ci et pour s'approprier des marges considérables.

À cela s'ajoute la spéculation boursière. TotalEnergies, qui a aussi une division « trading », joue sur les deux tableaux.

Son PDG, Pouyanné, a affirmé avec cynisme : *« Je préfère un monde bousculé à un monde paisible. »* Mieux vaudrait surtout un monde où les Pouyanné soient vraiment bousculés au bas de leur trône.

Thomas Baumer

Le mouvement fait sa rentrée

Interviewé le 2 novembre alors qu'il dénonçait les éventuels blocages de lycées et d'universités à la rentrée, le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray a déclaré : *« J'ai des élèves qui passent le bac à la fin de l'année ! »*

Comme s'il était lui-même enseignant, comme s'il n'avait pas ordonné la fermeture administrative de centaines de lycées !

Pour le gouvernement, il était nécessaire de dissuader dès la rentrée ceux qui voulaient reprendre la mobilisation. Devant plusieurs établissements, à peine des lycéens s'étaient-ils rassemblés que des CRS ont immédiatement débarqué pour les bousculer, les disperser et même en interpeller certains. Dans plusieurs endroits, les interventions policières de lundi matin ont choqué et conforté ceux qui voulaient relancer le mouvement. Le lendemain, mardi 3, des lycéens manifestaient à nouveau devant leur établissement, parfois en le bloquant, et en dénonçant l'intervention de la police. Ce jour-là, des manifestations lycéennes et étudiantes ont à nouveau eu lieu, rassemblant des milliers de personnes.

Dans les universités aussi, le mouvement a repris. Des assemblées générales ont réuni plusieurs centaines, voire plus de 1 000 étudiants. Dans certaines universités, il s'est même agi des plus gros rassemblements depuis le début du mouvement.

Le ministre prétendait que le mouvement était *« résiduel »*. On peut dire qu'il a pris ses désirs pour des réalités ! Des milliers de jeunes restent bel et bien mobilisés.

Pierre Royan

FRANCE 3 RHONE-ALPE



À Lyon, le 3 novembre.

Petite carotte et gros bâton

Dès le début du mouvement de la jeunesse lycéenne, fin septembre, le gouvernement a tenté d'étouffer dans l'œuf la contestation par une répression brutale.

Depuis deux mois, dans de nombreuses villes, policiers, CRS, gendarmes mobiles, brigades anticriminalité, policiers municipaux, sont mobilisés contre les piquets de grève, des rassemblements ou des manifestations. Les charges sont menées à coups de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement ou encore de grenades assourdissantes .

Parmi les victimes de la répression policière, au moins trois jeunes ont eu une main arrachée, quatre ont perdu un œil, un jeune de 14 ans a eu la mâchoire brisée par un tir de lance-grenade à bout portant. Des dizaines ont été hospitalisés avec des éclats de grenade dans les membres, d'autres en raison de coups de matraque et d'interpellations violentes.

La répression a aussi pris la forme d'arrestations massives. Plus de 12 000 personnes, souvent des jeunes, ont été placées en garde à vue. Avant même la journée du 17 octobre, 8 000 jeunes, essentiellement des mineurs, avaient déjà été placés en garde à vue. Certains ont été condamnés à de la prison ferme.

Puis, le gouvernement a dégainé les interdictions de manifestations, les couvre-feux. Et quand il ne pouvait pas interdire les cortèges de manifestants, il les a délocalisés hors des centres- villes, comme sur les boulevards des maréchaux qui ceinturent Paris.

Mais cet éventail de mesures répressives, loin d'éteindre la contestation, n'a fait que la nourrir.

Le 26 octobre, Lecornu a donc reçu les représentants des lycéens et étudiants, après plusieurs semaines de mouvement. Ceux-ci ont à juste titre dénoncé les miettes que le gouvernement proposait. De toute façon, qui peut croire les promesses d'un gouvernement qui disparaîtra dans quelques mois ?

Dès la rentrée scolaire du 2 novembre, le gouvernement a repris de plus belle l'usage de la matraque pour tenter d'empêcher tout redémarrage de la grève dans des lycées et les universités.



ROMEO BOETZLE DNA

À Strasbourg, le 1er octobre.

La crainte du gouvernement, et derrière lui du patronat, est bien sûr que le mouvement ne fasse tache d'huile dans le monde du travail. La journée du jeudi 5 novembre, à laquelle sont appelés les travailleurs du public et du privé, si elle se traduit par un élargissement du mouvement, sera une étape importante dans cette direction.

Christian Bernac

Saint-Étienne : option matraque

À Saint-Étienne, dans le but d'étouffer dans l'œuf toute tentative de redémarrer le mouvement, la brutalité policière s'est exprimée dès lundi 2 novembre, jour de rentrée scolaire. Devant plusieurs lycées, la police, présente par anticipation et très visible, est intervenue violemment là où les lycéens tentaient de bloquer pacifiquement. Dix-sept jeunes ont été arrêtés, et l'un d'entre eux a été roué de coups et a fini aux Urgences. Des élèves, dont la plupart sont mineurs, se sont retrouvés alignés contre un mur et fouillés au corps de manière brutale et humiliante, avec palpation marquée des testicules ou doigt dans les fesses.

Correspondant LO

Le 31 octobre : encore un succès

Pour le troisième samedi consécutif, des centaines de milliers de personnes, 320 000 selon le ministère de l'Intérieur, des jeunes et des moins jeunes, ont dénoncé la vie chère, exprimé leur soutien à la mobilisation de la jeunesse et leur refus de la politique autoritaire du gouvernement.

À Paris, la manifestation a, une de fois plus, eu lieu sur les boulevards des maréchaux qui encerclent la capitale. Malgré cette « expulsion » en périphérie, elle a été massive. La police a annoncé 70 000 participants, un chiffre en baisse en comparaison des 110 000 présents aux rassemblements lors des deux précédents samedis. Mais comme une partie importante des manifestants est composée d'étudiants voire de lycéens, il faut se souvenir que c'est le troisième samedi des vacances scolaires. Et puis, dans certaines villes, des rassemblements importants ont eu lieu malgré les interdictions, les transports publics arrêtés, les contrôles policiers omniprésents. À Montpellier, par exemple, alors que la préfète de l'Hérault avait interdit toute manifestation, ses services ont dû annoncer que 8 000 personnes lui avaient désobéi !

Enfin, ces manifestations se sont organisées sans l'appui réel de quelconques syndicats. Si des confédérations syndicales jouent, dans certaines villes, le jeu de déposer en préfecture un parcours pour les manifestants et donc officiellement se déclarent organisatrices de ces manifestations, le jour dit, elles brillent souvent par leur absence. Or, au thermomètre de ces manifestations, la journée du 31 octobre a représenté encore une fois une mobilisation d'ampleur. Il faut rappeler que la plus importante mobilisation du mouvement des Gilets jaunes, de 2018 à 2019, qui pour beaucoup reste une référence en termes de mobilisation populaire spontanée, avait rassemblé à l'échelle de tout le pays 287 000 participants, nettement moins que ce 31 octobre 2026. Ce nouveau succès était un encouragement à la jeunesse pour reprendre la lutte dès la rentrée, et aux travailleurs pour se mobiliser le 5 novembre.

P.R.



ED JONES

À Paris.

Toulouse

À Toulouse, aucun syndicat n'avait déposé de déclaration de manifester et la préfecture avait interdit la tenue de tout rassemblement.

Les forces de police présentes massivement contrôlaient les accès, confisquant pancartes et drapeaux, proposant de noter l'identité sur le matériel réquisitionné pour qu'on puisse aller le récupérer au commissariat.

Malgré les menaces d'amendes, de nombreux manifestants sont venus au rendez-vous donné par les réseaux sociaux à 14 heures sur les allées Jean-Jaurès. La préfecture les a chiffrés à plus de 2 000, mais ils étaient sans doute plus de 5 000, sans compter tous ceux qui ont été bloqués par la police et qui parcouraient les petites rues pour rejoindre le gros du rassemblement.

Celui-ci était plutôt bon enfant, avec beaucoup de jeunes, de nombreuses pancartes et une fanfare déambulant en son milieu.

Dès 15 heures, après que les manifestants eurent été repoussés vers la gare Matabiau, les gaz lacrymogènes ont commencé à pleuvoir. La police voulait éloigner les manifestants du centre-ville.

Un cortège s'est formé, a parcouru de petites rues derrière la gare et a été dispersé à coups de grenades et de jets de canons à eau lorsqu'il s'en est à nouveau rapproché. Des échauffourées ont continué dans la soirée, dans le quartier Jolimont et au centre-ville, où la police, ayant bien du mal à distinguer les manifestants de ceux qui s'étaient déguisés pour Halloween a préféré… gazer tout le monde.

Correspondant LO

Tours

LO



À Tours.

Comme pour le samedi 24, les manifestations du 31 octobre à Tours et à Saint-Pierre-des-Corps étaient interdites.

La préfecture avait même décidé un couvre-feu dans l'ensemble du centre-ville pour la soirée, mesure finalement annulée au dernier moment par un tribunal.

Mais ni cette interdiction, ni l'acharnement des médias locaux à ne parler que des risques de violences, ni les vacances des jeunes scolarisés, ni la suspension des bus et du tram, ni l'absence d'appel des organisations syndicales n'ont pu empêcher que cette manifestation soit un énorme succès. Les manifestants ont appris à contourner les cordons de police, tel celui barrant complètement la principale artère de la ville, pour se rendre au point de départ. Les policiers avaient commencé à fouiller les sacs des premiers arrivés, en début de rassemblement, mais ils ont vite été débordés par la foule qui a commencé à se regrouper.

Ce sont finalement 12 000 personnes qui ont manifesté, selon les chiffres de la préfecture. Ce chiffre égale celui atteint le 17 octobre, record depuis le début du mouvement, alors que les manifestations n'étaient pas interdites. Il dépasse celui de 5 500 atteint le samedi précédent, le 24 octobre.

On voyait très peu de drapeaux d'organisations, à part ceux de Lutte ouvrière, mais le cortège était enthousiaste et déterminé et, sans aucun encadrement, il a fait pacifiquement le tour des secteurs du centre-ville interdits à la manifestation. Ses paricipants ont partagé la fierté d'avoir déjoué les plans de leurs adversaires et fait le plein de confiance avant la semaine de la rentrée des jeunes et la journée du 5, bien décidés à s'y retrouver encore plus nombreux !

Correspondant LO



LO

À Paris.

Angers

L'acte III de la mobilisation contre la vie chère a de nouveau été massif, avec près de 10 000 manifestants, autant que le 17 et plus que le 24 octobre.

Comme le 24, la préfecture avait interdit tout rassemblement au centre-ville, ce qui a surtout galvanisé la mobilisation. Malgré le déploiement de policiers en nombre pour barrer la route aux protestataires, malgré les lancers de gaz lacrymogène dès 14 heures, la foule était au rendez-vous.

Le défilé, assez nombreux pour envahir la rocade, a réuni des lycéens et étudiants en lutte pour leurs conditions d'études, révoltés par la répression policière et l'avenir que leur réserve la société capitaliste ; des jeunes travailleurs présents en solidarité avec le combat des jeunes scolarisés mais aussi leur propre rage contre les contrats précaires et les salaires de misère ; des travailleurs venus parfois de loin dire leur ras-le-bol de l'exploitation et du mépris des gouvernants.

Une fois de plus, les pancartes manuscrites ont fleuri : *« J'ai vu Hunger Games, j'ai pas signé pour le vivre »* ; *« Le frigo est vide, mangez les riches »* ; *« La seule minorité qui détruit le pays : les milliardaires »*. En dépit des échauffourées de fin de journée avec les CRS, cet après-midi de manifestation a fait du bien à tous les participants.

Correspondant LO

Lycée Paul Eluard – Saint-Denis : une rentrée mouvementée

Juste avant les vacances scolaires, le 15 octobre, un lycéen de Paul Éluard avait été livré à la brigade anticriminalité par le proviseur.

Après s'être réunis en assemblée générale, les enseignants et les assistants d'éducation, indignés par ces méthodes, sont intervenus pour veiller à ce que l'élève ne soit pas malmené. Face à 50 membres du personnel, les deux hommes de la BAC avaient renoncé. Tout cela avait été filmé et était passé dans de nombreux médias. Mais les images d'enseignants protégeant un élève n'ont pas eu l'heur de plaire au gouvernement.

Passant par-dessus la tête du rectorat, le ministère a diligenté une enquête administrative contre les enseignants, pouvant entraîner des sanctions. Les convocations sont tombées pendant les congés. L'ensemble du personnel a été convoqué à 9 heures le lundi 2 novembre pour entendre le discours de l'envoyée de la DSDEN (direction des services départementaux de l'Éducation nationale), confortant le proviseur dans ses fonctions et légitimant son action.

Pourtant, les enseignants du lycée sont unanimes à réclamer son départ. Deux porte-parole ont donc signifié à l'envoyée de la DSDEN qu'ils refusaient de dialoguer en présence du proviseur. Les deux tiers des présents ont alors quitté la salle et se sont retrouvés en assemblée générale à 80. Ils ont voté la grève reconductible jusqu'au départ du proviseur. Ils ont aussi préparé les auditions qui devaient commencer le 4 novembre et se prolonger le 9.

Quant aux élèves, alors que leurs délégués devaient rencontrer le proviseur pour les élections au conseil de la vie lycéenne, la grande majorité s'est levée et a quitté la salle, réclamant le départ du proviseur. Ils sont retournés sur le parvis du lycée pour continuer le blocus. Un piquet de grève des enseignants était prévu mardi 3, ainsi qu'un rassemblement devant la DSDEN le lendemain pour accompagner les premiers convoqués.

Les vacances terminées, la détermination du personnel comme des élèves est intacte.

Correspondant LO

Italie : toutes les colères sont dans la rue

LO



Sur la banderole de Stellantis – Turin : “Ni chair à canon ni chair à patron”.

Vendredi 30 octobre, des dizaines de cortèges ont rassemblé des centaines de milliers de manifestants dans toute l’Italie.

Sur l’affiche de l’USB, le syndicat de base qui appelait à cette journée de grève et de manifestations, on pouvait lire : « Baissez les armes, augmentez les salaires ».

De nombreuses pancartes et slogans exprimaient le rejet de la guerre et dénonçaient les salaires trop bas et l’écroulement du pouvoir d’achat. Le slogan « Je pleure plus à cause de ma fiche de paie qu’à cause de vos lacrymos » s’est taillé un franc succès dans le cortège turinois.

Dans les villes portuaires, les dockers étaient appelés à faire grève ce jour-là par un regroupement international de syndicats, derrière le mot d’ordre « Les dockers ne travaillent pas pour la guerre ». Dans bien des villes, comme Livourne ou Gênes, des milliers de manifestants se sont retrouvés à leurs côtés sur les quais, pour dénoncer les dépenses militaires et réclamer que l’argent serve à satisfaire les besoins de la population, à commencer par l’école.

Déjà mobilisée dans plusieurs villes du pays les 16 et 17 octobre, la jeunesse formait partout le gros des cortèges. Comme en France, les lycéens et étudiants italiens dénoncent des conditions d’études dégradées, mais disent aussi leur refus d’une société toujours plus inégalitaire et leurs angoisses face à un avenir bouché. Leur révolte contre le racisme cible en particulier le dernier décret scandaleux du gouvernement Meloni qui prétend limiter à 30 % le nombre d’élèves étrangers dans les classes. « Dans nos classes, personne n’est étranger », lui ont répondu des centaines de pancartes.

Les syndicats de base à l’initiative de l’appel du 30 octobre, en particulier l’USB, voulaient « rassembler toutes les luttes ». L’USB en appelait à tous les « citoyens », affichant sa solidarité avec la jeunesse étudiante et lycéenne mobilisée, mais aussi avec le mouvement des petits patrons du transport et de la pêche et des agriculteurs, qui ont bloqué des autoroutes dans le sud du pays pendant plusieurs jours pour protester contre les prix des carburants et réclamer des aides de l’État.

Il est vrai que de nombreuses catégories de la population souffrent de l’inflation qui les étrangle, et pas seulement les travailleurs salariés. Ces derniers sont par contre les seuls en situation de pouvoir mettre en difficulté la classe capitaliste, celle qui décide d’écraser les salaires et les conditions de travail et commande au gouvernement de lui réserver la part du lion.

Nadia Cantale

Espagne : la dégradation des transports a conduit à une catastrophe

MANU FERNANDEZ NOOVO INFO



La collision entre deux trains à Urda, le 28 octobre.

Mercredi 28 octobre, un train à grande vitesse de la compagnie publique Renfe percutait par l’arrière un train de la compagnie privée Iryo dans la province de Tolède. À ce jour, le bilan s’élève à 69 morts et des dizaines de blessés.

Rien que cette année, en comptant les accidents d’Adamuz et de Gelida, 116 personnes ont perdu la vie dans des accidents ferroviaires. Le ministre des Transports a aussitôt accusé des cheminots d’être responsables de la catastrophe. En réalité, c’est l’état de dégradation du réseau, des systèmes de sécurité et le manque de personnel qui sont en cause.

Le système de sécurité et de signalisation ferroviaire LZB est en effet tombé en panne sur le tronçon. Ce système, conçu dans les années 1970 et installé sur ce corridor depuis le début des années 1990, est aujourd’hui jugé obsolète et a connu, selon le ministère lui-même, 170 pannes depuis le début de l’année. Les ordinateurs de la station centrale LZB, ainsi que ceux reliant les conducteurs en cabine et le contrôle, fonctionnent sous des systèmes d’exploitation totalement obsolètes, comme MS-DOS ou Windows XP.

Cette panne a entraîné automatiquement l’arrêt de toutes les circulations. Mais comme souvent, la pression est alors mise pour tenter de redémarrer les trains, ne pas interrompre le service et préserver l’image de marque des compagnies. C’est dans ces conditions que la consigne de reprendre la circulation à vitesse normale aurait été transmise d’un poste de commandement à Atocha, près de Madrid, au conducteur du TGV. Dans le même temps, la conductrice du train Iryo indiquait ne pas parvenir à redémarrer. Quelques minutes plus tard la collision avait lieu.

Les cheminots refusent que l’on accuse encore le dernier maillon de la chaîne. Depuis l’ouverture à la concurrence de la grande vitesse ferroviaire en 2021 et l’arrivée d’autres entreprises comme Ouigo et Iryo, le nombre de trains a doublé. Cela entraîne évidemment une usure accrue des infrastructures, mais aussi une augmentation de la charge de travail des salariés de l’Adif, qui gère le réseau. Dans les postes de contrôle notamment, le nombre de trains supervisés par chaque équipe a doublé, voire triplé.

De plus, dans les années 2010, les recrutements ont été suspendus et la transmission d’expérience interrompue. Mais ce sont les responsables politiques de ce chaos qui accusent les cheminots en cas d’accident.

Le syndicat des conducteurs de train avait précisément appelé à une grève pour le lendemain, le 29, afin de porter des revendications en matière de sécurité. C’est le quatrième conducteur de train à perdre la vie dans un accident cette année. Trois autres travailleurs de la maintenance ferroviaire ont également trouvé la mort.

Cheminots et usagers sont mis en danger par la politique d’économies criminelles des gouvernements successifs et des capitalistes des transports. Ils doivent lutter et se révolter en commun.

Nuria Flores

Allemagne : “la Gen Z s’en charge”

Plus de 100 000 personnes ont manifesté dans une trentaine de villes d’Allemagne samedi 31 octobre, à l’appel d’un collectif appelé « Gen Z regelt ! » (« la Gen Z s’en charge ! ») et d’organisations marquées à gauche ou à l’extrême gauche.

Comme en France, en Italie et en Espagne, les manifestants ont exprimé leur colère contre le manque de moyens pour l’éducation, contre les hausses de prix, la montée de l’extrême droite, et l’évolution guerrière de la société.

Depuis 2026, le gouvernement de coalition CDU/SPD a relancé un service militaire, pour l’instant au volontariat. L’objectif est d’augmenter les effectifs de l’armée de 45 % d’ici à 2035. Le gouvernement envisage de rendre ce service obligatoire. La jeunesse a répondu : « Guerre à la guerre », ou « Plus jamais de service militaire obligatoire ». Le budget militaire est passé de 50 milliards d’euros en 2022 à plus de 108 milliards en 2026, et devrait dépasser les 150 milliards en 2029.

Le gouvernement programme des attaques violentes contre les travailleurs : recul de l’âge de départ en retraite, prolongation de la journée de travail, qui pourrait aller jusqu’à 13 heures, remise en cause des arrêts maladie. Le 26 septembre, 175 000 travailleurs avaient d’ailleurs manifesté contre ces attaques, à l’appel des syndicats, qui semblent avoir été poussés par la colère de leur base.

Comme en France et en Italie, le ministre de l’Intérieur a désigné les *« groupes violents d’extrême gauche et les fauteurs de troubles de la communauté immigrée »*. Il n’est pas dit que ces manœuvres de division suffiront à stopper la protestation de la jeunesse, face à l’avenir bouché que leur offre la société capitaliste !

Zoé Chavet



AMIRA KLUTE

Dans la manifestation à Hambourg, le 31 octobre.

Russie-Ukraine : une “paix jamais aussi proche” ?

Confirmant la relance de pourparlers de paix entre Moscou et Kiev sous patronage américain, les 10 et 11 novembre à Abou Dhabi, Trump a claironné que *« la fin de la guerre n’a peut-être jamais été aussi proche »*.

Combien de fois Trump a-t-il déjà fanfaronné sur ce thème ? Mais il n’avait « jamais été aussi proche »… d’une défaite annoncée de son camp aux midterms du 3 novembre. Alors, tenter un « coup » en jouant à nouveau au faiseur de paix ne lui coûtait pas grand-chose.

Quant à la paix qui approcherait, elle a surtout pris l’aspect, pour les populations concernées, d’une intensification des attaques de part et d’autre. Dans la nuit du 2 au 3 novembre, l’armée russe a lancé 289 drones de combat, 17 missiles balistiques et 59 missiles de croisière sur des usines, une école, un abri à Kiev où 31 personnes ont trouvé la mort, un hôpital à Kharkiv où il y a eu 73 blessés, des centres commerciaux, les voies ferrées et, objectif prioritaire des militaires qui veulent priver la population d’éclairage et de chauffage à la veille de l’hiver, les infrastructures énergétiques de neuf régions. De son côté, Kiev a envoyé 493 drones sur Moscou, frappant là aussi des sites énergétiques, sans que le Kremlin ne chiffre les victimes.

Alors que Moscou et Kiev disent se féliciter de se retrouver dans une semaine pour *« discuter de la paix »*, les deux belligérants veulent montrer qu’ils ne sont, ni l’un ni l’autre, en situation de faiblesse. Et ils le prouvent en faisant le plus de destructions possible et en tuant un maximum de civils dans le camp adverse.

Il est vrai que les dirigeants russes et ukrainiens ne sont pas en reste quand il s’agit de s’en prendre à leur propre population.

Le prix de la guerre pour les populations

En Ukraine, les rafles de futurs soldats dans la rue, chez eux ou au travail, les cas de mobilisés de force torturés pour qu’ils signent un engagement « volontaire » se multiplient, tant l’armée « consomme » toujours plus de chair fraîche. Et le gouvernement ne cesse de rogner les motifs légaux d’exemption : il en résulte l’enrégimentement forcé d’invalides, de sursitaires, la fin des dispenses automatiques même pour les travailleurs du secteur militaro-industriel ou énergétique. D’où aussi l’envolée du montant des pots-de-vin qu’exigent bureaucrates et officiers pour fournir un permis de ne pas aller se faire tuer. Font également la une des réseaux les scandales de corruption au sommet de l’État – ainsi, l’ex-cheffe adjointe du Service des migrations vient d’être condamnée à neuf ans de prison, sur fond de lutte entre la police politique (SBU) et les services anticorruption (NABU), et les clans dirigeants que chacun protège.

En Russie, les autorités, après avoir fait abattre six journalistes de *Novaïa Gazeta* en quelques années, viennent d’avoir « la peau » du titre lui-même, qu’elles venaient d’accuser, la routine, d’être un *« agent de l’étranger »*. Qui restera-t-il pour même relater comment Poutine, qui n’a rien à envier à son comparse ukrainien Zelensky, s’y prend pour abreuver ses généraux en chair à canon ? Pas grand monde.



MYKOLA MIAKSHYKOV AFP

Après un bombardement russe sur Dnipro, le 3 novembre.

Quant aux travailleurs russes, frappés comme leurs frères ukrainiens par une inflation qui – guerre oblige – atteint 7,22 % et dévore leurs salaires, ils voient souvent ces derniers versés en retard, voire amputés. Zabastkom, un site russe traitant de la vie dans les entreprises, recense de tels cas. Ainsi, le 22 octobre, 30 salariés de SMK Koulebaki ont attaqué en justice leur employeur pour avoir réduit leur paye de 55 % et leur devoir deux mois de salaire (au total, près de 900 000 euros). Le même jour, le site décrit des situations analogues à Toula, en Carélie, à Yaroslavl. Le 25 octobre, il signale 900 000 roubles d’arriérés de salaires à la société Veles, dans la région de Lipetsk ; en Kabardino-Balkarie, les salariés d’Ekologistik attaquent au pénal leur patron pour non-versement de salaires…

Même si une « paix » venait à sortir des pourparlers que les États-Unis organisent entre Moscou et Kiev, elle ne réglerait aucun de ces problèmes. Au contraire : vaincu ou vainqueur, « leur » gouvernement présenterait la note des années de guerre aux travailleurs de chacun des deux pays, sans qu’ait changé en rien la nature profondément anti-ouvrière des deux États.

Les vrais gagnants du conflit

En attendant, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne et France se concertent afin, disent-ils, d’offrir des « garanties de sécurité » à l’Ukraine dans le cadre de l’OTAN et, bien sûr, pourvu que les conditions de la « paix » leur conviennent. Les pays européens se disputent pour savoir quelle part du gâteau russo-ukrainien leur laissera en pareil cas leur grand frère et grand rival américain. Et ils s’efforcent de maquiller ce partage impérialiste sur le dos des peuples, en disant veiller à la sécurité de ce qu’il resterait de l’Ukraine. Car, et ils l’avouent quasi ouvertement, les compères sont prêts à obliger Kiev à des concessions territoriales, si cela peut hâter, pour leurs grands groupes capitalistes, la reprise des affaires avec la Russie.

Cela passe par l’organisation, en même temps que le sommet à Abou Dhabi, dont les États européens sont exclus, d’exercices militaires en Pologne. Réunissant des militaires de onze pays sous commandement franco-britannique, ils préfigurent la future « force de sécurité » en Ukraine. Cela appuierait-il la paix dans cette région d’Europe ? En tout cas, cela va dans le sens de sa militarisation accrue, dans l’intérêt des États qui y envoient des troupes.

Des reportages télévisés ont montré le désarroi des habitants d’Olechky, qui survivent dans les ruines d’une ville située sur la ligne de front. Ils viennent de « bénéficier » d’une trêve et de la possibilité soit de rester en enfer, soit de partir en exil. Selon un reporter local, 550 d’entre eux vont s’installer loin en Ukraine, 250 l’ont quittée pour la Russie, un millier n’ont pas voulu ou pas pu choisir.

Leur sort, et celui de millions de leurs pareils, ne pèsent pas le moins du monde dans les calculs de ceux qui les ont jetés dans cette guerre fratricide. Ceux-là, au contraire, calculent maintenant ce que leur « paix » pourrait rapporter aux magnats du monde capitaliste américain et européen, ainsi qu’aux nantis et exploiteurs de Russie et d’Ukraine.

Pierre Laffitte



RADIO FRANCE SYLVAIN TRONCHET

Conférence de la rédaction de *Novaïa Gazeta* en 2021 avec les portraits des six journalistes assassinés entre 2000 et 2009.

Israël : la campagne anti-arabe de Netanyahou

Les élections législatives israéliennes du 27 octobre n'ayant pas donné de majorité de gouvernement, Netanyahou, en poste au moins jusqu'à une nouvelle désignation par le président Herzog, redouble de slogans racistes dans cette nouvelle phase de sa campagne.



JACK GUEZ AFP

Le 31 octobre à Tel-Aviv, des manifestants réclament l'alliance avec les partis arabes et l'égalité pour tous du Jourdain à la Méditerranée.

Alors que la plupart des sondages le donnaient perdant, l'actuel Premier ministre a vu sa coalition arriver en tête, en nombre de sièges. Formée de son parti, le Likoud et des partis d'extrême droite de Smotrich et Ben Gvir, ainsi que des ultraorthodoxes du Shass (séfarade) et de Judaïsme unifié de la Torah (ashkénaze), sa coalition obtient 53 sièges. Il lui en faudrait 61, la moitié plus un des 120 députés, pour détenir la majorité à la Knesset, le Parlement israélien. Le bloc de l'opposition, constitué de quatre partis qui ont choisi comme tête de file l'ancien chef d'état-major Gadi Eisenkot, obtient quant à lui 48 sièges, et n'est pas plus à même de gouverner. Les partis en question, allant de la droite nationaliste d'Avidgor Lieberman, à celle dite centriste de Yaïr Lapid et Naftali Bennett, du parti Yashar, le parti d'Eisenkot, jusqu'à la gauche des Démocrates menés par Yaïr Golan, ont surtout en commun de vouloir chasser Netanyahou, et de le renvoyer à ses nombreuses casseroles judiciaires.

Ils ne visent aucunement à mettre fin à la guerre lancée par ce dernier après le 7 octobre 2023. Tout au plus lui reprochent-ils des « excès » dans la violence du massacre, comme dans son soutien aux colons d'extrême droite qui attaquent et expulsent les Palestiniens de Cisjordanie occupée. Quant à condamner la colonisation grandissante et les annexions, il n'en a jamais été question pour eux.

Si le scrutin a connu une forte participation, la surprise réside surtout dans le résultat des deux partis arabes, qui non seulement ont réussi à se maintenir malgré les tentatives de Netanyahou de les en empêcher, mais ont presque doublé le nombre de leurs sièges. Le parti conservateur Ra'am, qui se présente comme islamiste, obtient huit sièges et la Liste unifiée, rassemblant des partis de gauche laïcs, en obtient onze. Il y a eu une participation encore plus forte, de 80 %, des électeurs arabes israéliens, qui représentent 19 % de l'électorat du pays. Mais, selon certains témoignages, des électeurs juifs ont également apporté leur voix aux partis arabes, soit pour condamner la guerre menée par le pouvoir, soit pour marquer leur opposition à la loi de 2018 portant sur *« Israël, État-nation du peuple juif »*, qui définit deux catégories de citoyens israéliens aux droits différents, les Juifs et ceux qui ne le sont pas. Un régime d'apartheid s'est installé au fil des gouvernements, dans les territoires occupés comme à l'intérieur des frontières d'Israël, poussé à l'extrême par Netanyahou et sa bande.

Depuis les résultats électoraux, ce dernier joue à fond la carte anti-arabe, son slogan *« La droite ou la Palestine »* est destiné à peser sur la formation d'une coalition plus large autour du Likoud, comprenant *« tout parti qui ne soutient pas le terrorisme »*, ce qui veut dire pour lui l'exclusion des partis arabes. Mais, de son côté, l'opposition dans sa majorité – hormis les Démocrates – refuse toute alliance avec ceux-ci. Plusieurs milliers de manifestants, à Tel-Aviv et dans d'autres villes, ont pourtant défilé pour qu'une telle alliance permette de former un gouvernement derrière Eisenkot.

Le président Herzog devait commencer à recevoir les partis pour désigner un de leurs dirigeants qui, à partir du 11 novembre, devrait former une majorité dans un délai de 28 jours, renouvelables en partie. Faute de solution, un autre candidat Premier ministre serait nommé, lui aussi avec la mission de former une majorité de gouvernement dans les mêmes délais. Si le résultat est à nouveau négatif, un retour aux urnes est prévu sous trois mois. Quoi qu'il en soit, pendant ce temps, la guerre est toujours à l'ordre du jour, à Gaza, en Cisjordanie et dans une bonne partie de la région. Et elle est d'autant plus menaçante qu'elle constitue un argument de vente pour le bourreau Netanyahou, fort du soutien de son ami Trump, et des puissances occidentales complices.

Viviane Lafont

Pétrole : les Majors exultent

TotalEnergies n'est pas le seul trust à avoir enregistré des bénéfices record. Les sept majors pétroliers ont annoncé 57,2 milliards de dollars (51 milliards d'euros) de résultats nets, une hausse de 138 % en un an.

La compagnie américaine Exxon Mobil, qui domine de loin le marché et double son bénéfice (15 milliards de dollars), puis le numéro deux, la compagnie anglo-néerlandaise Shell (12 milliards), et l'américaine Chevron qui le triple (près de 10 milliards). Les trois autres grandes compagnies, qui viennent après TotalEnergie, BP (britannique), ENI (italienne), Repsol (espagnole) voient aussi leurs bénéfices plus « modestes » tripler et même quadrupler.

Ces trusts prétextent les destructions d'oléoducs, les bombardements sur les sites et les ports pétroliers, l'approvisionnement dans des pays plus lointains pour justifier la rareté du pétrole brut et donc la hausse des prix à la pompe. Mais ils jouent sur le raffinage et les marges qu'ils peuvent y faire. ExxonMobil en sait quelque chose : ses raffineries de la côte américaine du golfe du Mexique produisant du diesel ont fonctionné à 100 % de leur capacité.

Sylvie Maréchal

Changement climatique : un rapport de plus

Un groupe de scientifiques et de médecins rassemblés sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé, l'OMS, qui dépend des Nations unies, a publié le 28 octobre son rapport sur les effets du changement climatique sur la santé.

Il est sans appel. L'élévation des températures provoque des millions de morts prématurées, avant tout, on s'en doute, parmi les travailleurs des champs et des chantiers des pays les plus pauvres. Le rapport indique : *« Le changement climatique est devenu, au cours de la dernière décennie, une urgence sanitaire mondiale, qui exige de changer de cap de toute urgence pour mener une action transfrontalière coordonnée [...] afin d'assurer la survie des populations. »* On ne saurait être plus clair.

Et d'ajouter que, loin de faire ce qu'il faudrait, les États et les groupes privés les plus puissants diminuent les aides au développement et augmentent les investissements dans les énergies fossiles. Le rapport ne mentionne pas l'explosion des dépenses militaires ni le coût faramineux que représente l'entretien d'une classe capitaliste parasitaire.

Paul Galois



États-Unis : Trump reçoit une claque électorale

Les élections de mi-mandat (midterms) ont donné lieu à une défaite cinglante du camp républicain, celui du président Trump. Son parti perd sa majorité au Sénat et à la Chambre des représentants, qui constituent le Congrès fédéral des États-Unis.

L'ampleur du recul est telle que Trump semble avoir renoncé à contester le résultat des élections, bien qu'il prétende que si elles s'étaient faites sur son nom il aurait gagné. Pourtant, il s'est investi dans cette campagne appelant les électeurs à voter républicain comme si c'était un vote pour Trump. C'est bien sa politique, celle qu'il a menée depuis deux ans à la Maison Blanche, qui a été sanctionnée dans les urnes, et donc les candidats républicains qui la soutenaient.

Il est fréquent que les midterms tournent au désavantage du président en place, victime d'usure lorsque les électeurs ressentent l'écart entre les promesses électorales et la réalité. Dans le cas de Trump l'usure s'est accélérée ces deux dernières années sous l'effet de l'augmentation importante des prix des carburants, de l'alimentation et du logement, qui a signifié une baisse de pouvoir d'achat pour les classes populaires et même une partie de la petite bourgeoisie.

L'inflation était déjà l'écueil sur lequel la démocrate Kamala Harris, prenant la succession de Biden, s'était cassé les dents en 2024, permettant à Trump de l'emporter en promettant des baisses de prix. À présent, c'est le président républicain qui est rendu responsable des augmentations imposées par les plus grandes entreprises américaines - les majors pétrolières, les géants de la tech, les constructeurs automobiles, etc.

Trump s'est rendu aussi impopulaire du fait de la brutalité de sa police qui chasse les immigrés, de son soutien à la terrible guerre que l'État israélien mène aux Palestiniens et par l'impasse guerrière dans laquelle il s'est lui-même enfoncé en attaquant l'Iran.

Des millions d'électeurs ont adressé une claque à Trump en ne se déplaçant pas aux urnes ou en votant pour les démocrates, qui pourtant bénéficient d'une cote de popularité très basse, 28 %, encore plus faible que celle de Trump à 35 %. Mais le système bipartite est tel que le rejet des républicains ne pouvait que profiter aux démocrates.

Ces derniers remportent ainsi des succès remarqués dans des États, le Texas, le Kansas, la Caroline du Sud, où le vote républicain était majoritaire depuis longtemps, sans que cela signifie nécessairement que les électeurs se tournent vers les idées de gauche. Il est vrai que certains démocrates, élus ou réélus, dénoncent l'enrichissement démesuré des milliardaires et flirtent avec le terme « socialisme ».



CAPTURE D'ÉCRAN LCI

Opposant à Trump dénonçant le prix élevé de l'essence dans le Michigan.

Mais le rejet de Trump est tel que pratiquement n'importe quel candidat démocrate pouvait l'emporter dans ces élections, presque indépendamment de son profil politique. Ainsi Abdul El-Sayed, un médecin musulman, étiquetté progressiste, a gagné une élection sénatoriale disputée au Michigan, alors même que la démocrate qu'il avait battue lors de la primaire cet été soutenait le candidat républicain. Il est présenté comme particulièrement radical bien qu'il se dise partisan du capitalisme, parce qu'il dénonce les massacres à Gaza.

Pour le parti démocrate se pose la question du choix de son candidat pour l'élection présidentielle de 2028, où il devra ratisser le plus large possible et parier avant tout sur l'impopularité de Trump. Et si celui-ci perd le contrôle du Congrès et se retrouve obligé de composer dans une certaine mesure avec le parti démocrate, ce rééquilibrage politique ne résoudra pas la question de l'inflation et des salaires trop faibles, ni des catastrophes que l'impérialisme américain provoque dans le monde. Bien plus importantes seront les luttes, comme celle qui a mis la police de l'immigration ICE en échec à Minneapolis en début d'année, et celle pour la défense des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Lucien Détroit

Les résultats du Working Class Party

Le Working Class Party (WCP), soutenu par l'organisation trotskyste The Spark, présentait des candidats dans trois États, dont on ne connaît que des résultats incomplets à l'heure où nous écrivons.

Dans le Maryland, Cathy White obtient 30 885 voix en tant que candidate au poste de gouverneur. C'est presque le double de 2022 à la même élection et avec 2 % le WCP pourra présenter des candidats sous sa propre étiquette aux prochaines élections dans cet État, sans avoir à prouver son existence au travers d'un processus de signatures d'électeurs.

Dans l'Illinois, 2 959 voix se sont portées sur Ed Hersey, candidat à la Chambre des représentants dans une circonscription de la ville de Chicago. Avec 3,4 % c'est moins que les 5,1 % obtenus lors de la précédente élection en 2024.

Dans le Michigan, le Working Class Party présentait quatorze candidats dans des circonscriptions de la Chambre des représentants fédérale, ainsi que du Sénat et de la Chambre de l'État. Ils présentaient aussi trois militants à des fonctions dans l'administration scolaire, ce qui permettait de s'adresser aux électeurs de l'ensemble de cet État de 10 millions d'habitants. Leurs résultats, autour de 1 %, sont en recul comparé à 2024 où ils avaient certainement bénéficié de voix d'électeurs habituellement démocrates écœurés par quatre ans de présidence de Biden. Cette année, ceux-ci sont probablement retournés vers le vote démocrate, d'autant plus qu'au Michigan l'élection sénatoriale était très disputée.

À une petite échelle, ce groupe de militants a permis à plus de 100 000 électeurs de se prononcer en faveur d'un programme de lutte pour la classe ouvrière. C'était évidemment avec des moyens infiniment moindres que ceux des deux partis de la bourgeoisie, mais il était important de dresser le drapeau de la classe ouvrière dans cette citadelle du capitalisme que sont les États-Unis.

L.D.


WCP

Les candidats du Working Class Party.

Lisez *Lutte de classe*

Revue de l'Union communiste internationaliste



Au sommaire du n° 259 (novembre 2026)

- De la révolte de la jeunesse à la crise politique
- États-Unis : des "socialistes" à la rescousse du Parti démocrate déconsidéré
- Pétrole : l'économie sous la coupe de quelques "majors"
- L'intelligence artificielle aux mains du capital
- Catastrophes climatiques : le produit d'une organisation économique aberrante
- Friedrich Engels, Textes politiques 1883-1895

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.

Vie chère : les responsables et ceux qui paient

Les entreprises de la grande distribution ont commandité un cabinet d'expertise pour travailler sur les marges des multinationales de l'agroalimentaire. C'est un nouvel épisode de la guerre entre les géants de ces deux secteurs.



Un rapport du Sénat du mois de mai 2026 dénonçait les marges de la grande distribution. Celles-ci sont concentrées entre quatre groupes : Leclerc, Carrefour, Intermarché et Coopérative U, renforcés par leurs alliances à l'échelle internationale. Le rapport concluait que sur 100 euros de valeur alimentaire, 8 revenaient à l'agriculteur, 14 à l'industriel et 40 au distributeur. La grande distribution était accusée d'être responsable des difficultés de l'agroalimentaire, des licenciements, fermetures d'usines et de la vie chère.

À l'approche des négociations sur les prix qui commenceront au 1er décembre, la grande distribution contre-attaque. Le résultat de l'enquête d'expertise montre que les Nestlé, Danone et autres Coca-Cola affichent des marges nettes moyennes de 13 %, soit quatre fois plus que la moyenne du secteur, qui s'établit autour de 3,5 %. Elle a aussi révélé que, entre 2022 et 2025, ces multinationales ont redistribué 94 % de leur résultat après impôt à leurs actionnaires alors que ceux des groupes de la grande distribution ont touché entre 30 et 50 %.

Ces résultats financiers des multinationales agroalimentaires ne s'obtiennent pas uniquement par la politique de hausse des prix mais aussi par des attaques contre les salariés. Une autre étude récente expliquait que les 1 300 licenciements programmés dans l'agroalimentaire venaient majoritairement de groupes rentables.

La grande distribution mène le même genre de politique, avec les fusions de magasins et les cessions de surface.

Dans les mois qui viennent, il faudra sans doute s'attendre à d'autres péripéties dans cette guerre pour le partage du profit qui oppose industriels et distributeurs. Mais une chose est sûre : ces profits se feront au détriment des salariés et des consommateurs, qui paieront le prix fort.

Inès Rabah

Énergie : chauffage hors de prix

Avec l'approche de l'hiver et la chute des températures, la question du prix du chauffage vient s'ajouter à celles du prix du carburant et de la nourriture.

Avec une nouvelle hausse de 6,6 % au 1er novembre, le tarif indexé du gaz de ville a augmenté de 42 % depuis le début de l'année. Cela concerne autour de six millions de foyers. Pour les trois millions de ménages qui se chauffent au fioul, l'augmentation est de 65 % depuis janvier. Pour les millions d'autres familles populaires, en habitat collectif, la hausse des charges viendra après coup, mais on peut la prévoir douloureuse.

Pour faire face à ces augmentations vertigineuses, les mesures mise en avant par le gouvernement sont dérisoires. Le chèque énergie, versé sous conditions de revenus, est en moyenne de 153 euros, alors que le plein de fioul ou la facture de gaz pour un logement ouvrier individuel atteint désormais les 2 000 euros.

Donc, au moment où les profits des fournisseurs d'énergie, Total, Engie et les autres, atteignent des sommets, des familles populaires sont contraintes de limiter la température dans leur logement, de choisir entre se chauffer et se déplacer, de rogner sur toutes les dépenses, de s'endetter ou tout cela à la fois.

Ni les promesses électorales, ni les mesurettes ministérielles ne réchaufferont les travailleurs. Il n'y a pour eux qu'une unique garantie : avoir un salaire, une pension ou une allocation qui permettent de vivre et qui soient réévalués au fur et à mesure de la hausse des prix.

Paul Galois

Gazole : les pétroliers toujours gagnants

Le prix du gazole a un peu baissé depuis le 1er novembre dans un certain nombre de stations-services. C'est le résultat de la mise à disposition des distributeurs d'une partie des stocks stratégiques de l'État. Mais cette baisse reste bien limitée et a l'immense avantage pour le gouvernement de ne pas égratigner les profits des compagnies pétrolières.

Le gouvernement avait annoncé une baisse de 12 à 18 centimes par litre. Il s'en était remis à la bonne volonté des distributeurs qu'il avait réunis. La porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, s'est ainsi contentée de demander à Total d'être exemplaire. Si cette baisse n'est pas négligeable pour tous ceux qui limitent leurs déplacements depuis des mois, elle reste sans commune mesure avec les augmentations intervenues. En un an, le diesel a augmenté d'au moins 61 centimes le litre. Quant aux autres carburants, sans-plomb 95 et 98, les automobilistes qui les utilisent devront se faire une raison. Il n'y a pas de baisse en vue.

Daniel Mescla

Chômage : la galère, et la misère…

Les statistiques de France Travail et de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) confirment ce que le monde du travail vit au quotidien.

En effet, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité, catégorie A pour France Travail, a augmenté de 2,1 % sur un an. Ils sont 3,3 millions sur l'ensemble du territoire, outremer compris, sauf Mayotte. Mais lorsque France Travail comptabilise l'ensemble des personnes inscrites et tenues de chercher un emploi (catégories A, B et C), leur nombre s'élève à 5,8 millions.

Derrière ces chiffres, il y a cette mère de famille au RSA qui ne parvient pas à trouver un emploi malgré ses nombreuses démarches et qui angoisse de ne jamais sortir de la pauvreté. Il y a cette cantinière handicapée à force de porter les lourdes gamelles et qui ne parvient pas à trouver un emploi adapté. ; cet ouvrier abîmé par l'usine qui a été jeté dehors quand le patron a décidé de la liquider. Il y a ce jeune inscrit à la mission locale qui enchaîne les ateliers collectifs et reçoit des conseils d'insertion… mais ne voit pas de travail à l'horizon. Et il y a tous les autres, qui se démènent, confrontés à un patronat qui n'embauche pas.

Ces chiffres illustrent aussi les difficultés croissantes des jeunes à trouver un emploi. En effet, le nombre de jeunes de moins de 25 ans inscrits sans aucune activité augmente de 2,4 % sur le dernier trimestre. En se mobilisant, les lycéens et étudiants ne s'y trompent pas. C'est non seulement l'accès aux études qui est bouché mais aussi l'accès à un travail. Quelle perspective avoir dans un monde qui met au ban de la société des millions de personnes, jeunes et moins jeunes ?

Joséphine Sina



Stellantis-Douvrin : le massacre des emplois continue

Après cinq années de mensonges, Stellantis ferme définitivement le site de Douvrin, l'ex-Française de mécanique, dans le Pas-de-Calais. Cette usine, qui existait depuis la fin des années soixante, a employé jusqu'à 6 300 salariés dans les années 2000 et a produit jusqu'à un million de moteurs thermiques par an.

En 2005 déjà, la fonderie avait fermé ses portes et, en 2013, Renault a retiré ses parts. Puis PSA, resté seul aux commandes, a fait passer l'usine de 3 500 à 1 800 salariés. En 2021, elle a été intégrée dans le groupe Stellantis, et son directeur, Carlos Tavares, avait programmé sa fermeture alors qu'elle comptait encore 1 500 salariés.

En prétendant préparer la transition électrique, Stellantis (allié à Total et Mercedes) a créé une usine de batteries, Automotive Cells Company (ACC), sur le site de Douvrin. Le groupe a empoché au passage plus de 1,3 milliard d'euros de subventions de l'État et des collectivités locales, et a mis la clé sous la porte de l'usine de moteurs thermiques, en faisant disparaître près de 2 000 emplois en cinq ans, intérimaires et sous-traitants compris.

Toutes les fabrications de moteurs à essence sont transférées en Pologne ou en Hongrie principalement, voire au Maroc, et celle du diesel en Lorraine, pour y exploiter encore plus les travailleurs avec des salaires ou des conditions de travail encore plus dégradés.

Seuls 315 salariés de l'ancienne usine ont pu rejoindre le site ACC. Beaucoup de ceux qui ont tenté de s'y faire embaucher ont essuyé un refus.

Des travailleurs, soutenus par la seule CGT, se sont mobilisés à plusieurs reprises pour exiger des garanties et rejeter en bloc tous les mensonges de la direction de Stellantis. La direction a dû lâcher des mesures spécifiques et des indemnités supplémentaires pour Douvrin, mais cela ne fait pas le compte, surtout au regard des 54 milliards de bénéfices que Stellantis a faits en quatre ans.

Si certains ont retrouvé du travail à quelques dizaines de kilomètres de chez eux, une bonne partie des embauchés se retrouvent sans travail aujourd'hui et ont choisi, par défaut, un congé mobilité indemnisé qui ressemble bien plus à l'antichambre du chômage qu'à une porte ouverte sur un véritable emploi.

Et tous les camarades intérimaires et sous-traitants, qui travaillaient pour certains depuis de nombreuses années, ont été mis à la porte, eux, sans aucune indemnité ni aucune proposition de reclassement de la part du groupe.

Vendredi 30 octobre, dernier jour de production, une cinquantaine de salariés s'étaient réunis une dernière fois devant l'usine. Le responsable CGT a exprimé le dégoût et la colère



FRÉDÉRIK GILTAY FRANCE TELEVISIONS

Manifestation en 2023 contre la fermeture de Stellantis Douvrin.

que tous ressentaient. Il a rappelé que le site de Poissy suivait déjà le même chemin et que celui de Valenciennes subira le même sort si la mobilisation des travailleurs ne l'empêche pas.

Les grands groupes industriels se mènent une guerre économique avec notre peau, en laminant nos emplois et en fermant des usines les unes après les autres.

Un appel à se mobiliser pour le 5 novembre a été lancé, certains avaient déjà en tête d'y participer.

Correspondant LO

Bus Île-de-France : attaques massives et généralisées

Le 1er novembre, sept dépôts de bus de la RATP, et leurs 5 000 travailleurs ont été transférés dans deux filiales privées de RATP Cap. Finalement, les 19 000 travailleurs des bus de la Régie se retrouvent ainsi dispersés dans différentes filiales.

Le découpage en 48 lots du réseau d'Île-de-France a été étalé sur plusieurs années. Après appel d'offres, ces lots passent à des filiales privées, principalement de la RATP, la SNCF ou Transdev. Cette réorganisation permet à l'État et à la Région des économies sur les transports en commun, tout en permettant à des capitaux privés de faire des profits grâce au financement public. Mais, pour les usagers, cela signifie de plus en plus de bus supprimés en raison d'un nombre insuffisant de conducteurs, de véhicules et d'ouvriers pour les entretenir.

Pour les travailleurs des bus, chaque passage en filiale signifie une aggravation des conditions de travail et de rémunération, que l'employeur précédent soit public ou privé. Selon les filiales ce sont aussi des horaires de travail plus longs, des jours de repos supprimés, des temps de pause diminués, une remise en cause de primes, des plannings de travail faits au détriment de la vie personnelle. Il s'y ajoute le passage d'un à trois du nombre de jours de carence en cas de maladie, la limitation des congés d'été à trois semaines au lieu de quatre, des erreurs sur les décomptes de temps, la multiplication des sanctions, etc.

Du coup, plusieurs de ces passages en filiales ont provoqué des grèves. C'est le cas récemment dans les dépôts ex-RATP de Pleyel, Asnières, Ivry, Vitry, Fontenay-aux-Roses, et de Keolis à Argenteuil.

Les patrons des transports en commun mènent ainsi des attaques généralisées. Mais les travailleurs des bus, qui sont plusieurs dizaines de milliers en Île-de-France, peuvent représenter une force importante pour y riposter.

Correspondant LO



LO

Dépôt des Lilas, le 29 octobre.

Dépôts de Bus Paris-Est et Belliard : grève et répression

Vendredi 29 octobre, à l'appel de plusieurs syndicats, les travailleurs des dépôts de bus RATP de Belliard à Paris 18e et de Paris-Est (Lagny et Les Lilas) ont fait massivement grève pour montrer à leur futur repreneur qu'ils ne se laisseront pas attaquer sans réagir.

Plus de 80 % des conducteurs étaient en grève à Belliard et environ 60 % aux Lilas. Beaucoup de bus n'ont pas roulé et sept lignes étaient même complètement à l'arrêt.

À partir du 1er novembre, ces dépôts vont en effet fusionner dans RATP Cap – Paris Rive droite, filiale privée de la RATP. Les travailleurs ne croient pas aux promesses de la Région et de la Régie, qui prétendent que cela ne va rien changer. Comme le disent des grévistes, *« quand on leur pose des questions, ils nous font des réponses floues ou bien ils nous disent qu'ils ne savent pas »*. Et surtout, ils ont bien vu ce qu'ont vécu les travailleurs des autres dépôts RATP filialisés ces deux dernières années.

À cela s'ajoute un mécontentement très fort concernant la paie, en particulier chez ceux qui ont été embauchés depuis 2023 et qui gagnent 300 euros de moins que leurs camarades plus anciens. Tous, jeunes, anciens, intérimaires, CDD, CDI ou sous statut perdent des centaines d'euros depuis des mois, alors que les prix explosent. Et beaucoup en ont aussi assez des bus sans climatisation l'été, sans chauffage l'hiver, des horaires longs et incohérents, du jour de repos en milieu de semaine et des week-ends travaillés en plus, etc.

Une centaine de grévistes de Paris-Est et de Belliard se sont rassemblés très tôt le matin du 29 devant le dépôt des Lilas. L'ambiance était conviviale et détendue, jusqu'à ce que la direction demande à la police de charger le piquet de grève, pour faire sortir quelques bus, ouvrant la voie aux matraques et aux gaz lacrymogènes. Un conducteur de bus a même eu une dizaine de points de suture sur le crâne et un autre des brûlures sévères à la cornée !

La direction a fait le choix d'utiliser la violence contre les travailleurs. Si elle croit qu'elle va résoudre le problème ainsi, elle se trompe, elle n'a fait qu'attiser la colère.

Correspondant LO

Hensoldt Nexeya France : en solde !

Depuis début juillet, Hensoldt Nexeya France (HNF) est en vente. Cela suscite bien des inquiétudes chez les 500 salariés de cette entreprise de sous-traitance électronique répartis sur une dizaine de sites sur le territoire, dont Toulouse, Massy et Angoulême.

HNF est depuis 2019 la propriété du groupe de matériel militaire allemand Hensoldt AG, comprenant 10 000 salariés dans le monde et réalisant un chiffre d'affaires de 2,5 milliards d'euros. L'objectif de Hensoldt AG était alors de s'introduire sur le marché de la défense en France. Peu leur importait en fait la rentabilité de leur achat. Et pour cause, avant de la vendre à Hensoldt, les propriétaires de Nexeya – des petits capitalistes millionnaires surtout spécialistes en montages financiers et bien introduits dans les allées du pouvoir – avaient, en collusion avec l'État français et la Direction générale de l'armement, découpé l'entreprise en deux, se conservant les parties les plus rentables. Depuis, Nexeya accumule les déficits.

Il y a un an, à l'automne 2025, devant le peu de résultat de sa tentative en France, Hensoldt AG a changé d'orientation. Il a donné mandat à un cabinet de « retournement », Prosphères, pour liquider ses avoirs. Prosphères est connu sur la place publique pour avoir fermé tout ou partie des magasins Tati, Pimkie, Jules, les librairies Chapitre, Caddie… avec une méthode qui consiste à convaincre les salariés que la seule solution possible pour eux est d'accepter les sacrifices. Pendant plus de six mois, les trois directeurs de ce cabinet, payés plusieurs centaines de milliers d'euros à l'année, ont donc surtout occupé le terrain en enchaînant groupes de travail et budgets prévisionnels pour démontrer aux salariés qu'il fallait au moins licencier 150 personnes. Cependant, espérant sans doute faire l'économie d'un plan social, les actionnaires ont décidé fin juin de mettre en vente la société, en totalité ou à la découpe, et peu importe le prix, ont-ils dit. Prosphères a ainsi divisé la société en 12 activités dont les emplois cumulés n'arrivent qu'aux deux tiers de l'effectif total. Autant dire que si ce n'est pas Hensoldt qui licencie, ce sera le ou les repreneurs.

Les salariés, conscients de la menace qui pèse sur leur tête, ont réagi : 150 se sont réunis dans une assemblée générale multisites, 300 ont répondu à un sondage-pétition, 130 sur l'ensemble des douze sites ont débrayé mi-octobre. La revendication est simple : ils veulent des garanties pour tous les salariés, qu'ils soient repris ou pas, en termes d'emploi ou d'indemnités de licenciement supra-légales. Face à des capitalistes rapaces et à un cabinet, comme Prosphères, les salariés ne devront compter que sur leur mobilisation pour défendre leurs intérêts.

Correspondant LO



RENAUD JOUBERT - CHARENTE LIBRE

Rassemblement devant le site d'Hensoldt Nexeya à La Couronne en Charente, le 27 octobre.

La Poste – Lyon : tout est bon pour voler les travailleurs

Les manifestations des samedi 17 et 24 octobre ont fourni à La Poste de Lyon le prétexte pour une nouvelle attaque.

La direction a en effet décidé de fermer les sites de Bellecour et du 3e arrondissement ces deux jours en raison des risques de dégradations. Elle utilise cette fermeture, qu'elle a elle-même imposée, pour exiger que les facteurs compensent les heures non travaillées soit en posant un jour de congé, soit en revenant travailler sur un jour de repos.

Elle reproduit ainsi la même opération qu'elle avait tenté avec les facteurs de la région de Bordeaux cet été, quand des zones avaient été évacuées à cause des incendies. C'est une double arnaque, car le travail doit de toute façon être rattrapé en début de semaine suivante. Beaucoup de postiers sont indignés de devoir perdre un jour de vacances alors que celles-ci sont déjà trop rares, et plusieurs comptent refuser de se plier à l'injonction.

Cette attaque supplémentaire intervient dans un climat déjà tendu, notamment à Bellecour, depuis une énième réorganisation au mois de juin qui a fait exploser la charge de travail. Rien que chez les facteurs courrier-colis, six tournées sur une cinquantaine ont été supprimées cette fois-ci. La direction enchaîne les idées tordues pour faire faire plus de travail à moins de personnes. Dernier exemple en date : elle a monté des tournées à effectuer en trinôme où deux facteurs alternent sur un parcours, tandis qu'un troisième doit en couvrir plusieurs avec les envois prioritaires et les publicités.

La hiérarchie accompagne cette politique en mettant la pression sur les nouveaux facteurs ou les moins rapides, jusqu'à menacer de se débarrasser d'eux. Les travailleurs sont de plus en plus stressés et fatigués, et la colère monte à mesure de la dégradation des conditions de travail et des réorganisations permanentes. Les discussions se multiplient sur cette situation qui empire, fournissant autant d'occasions de se convaincre qu'il faudra imposer à La Poste de ravaler son mépris et ses attaques.

Correspondant LO

Atalian CEA – Saclay : la vengeance de la direction n'est pas passée

Sur le site du CEA à Saclay, en région parisienne, deux travailleuses de la société de nettoyage Atalian ont été convoquées pour un entretien en vue de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement.

C'est leur participation à une grève qui a provoqué l'acharnement de la direction d'Atalian contre elles. À l'automne 2025, les travailleuses et travailleurs de la société de nettoyage Atalian avaient en effet mené une grève de quatre semaines contre leurs mauvaises conditions de travail. Ce mouvement leur a permis de tisser des liens et de former un groupe solidaire, ce qui n'est évidemment pas du goût du patron.

Depuis, la direction essaie de casser ce groupe de travailleurs soudés et continue à essayer de faire des économies sur leur dos et de leur mettre la pression. Tout y passe : les produits de nettoyage manquent, ainsi que le matériel d'entretien et les vêtements de travail propres. Les irrégularités s'accumulent sur les fiches de paie, etc. La direction d'Atalian a même essayé d'imposer un tour de vis supplémentaire avec une note de service indiquant que les travailleurs ne pouvaient invoquer les vêtements de travail non fournis pour refuser de prendre leur poste, et pour leur rappeler les horaires !

Cette note a été prise comme une provocation et a suscité la colère des travailleurs, qui se sont rendus à la direction pour se faire entendre et réclamer de bonnes conditions de travail. En réponse, la direction a alors convoqué deux travailleuses. La solidarité s'est vite organisée sur le site : des lettres de soutien ont été rédigées et une pétition a obtenu en quelques heures plus de mille signatures des travailleurs du CEA. Bien qu'Atalian ait convoqué les travailleuses durant l'été, elles se sont rendues à leur entretien accompagnées d'une vingtaine de travailleurs d'Atalian et du donneur d'ordre CEA.

Au bout du compte, le patron a fini par reculer et aucune sanction n'a été prononcée contre les deux travailleuses. C'est le résultat concret de la pression collective des travailleurs et pour tous ceux qui refusent de se laisser faire, c'est loin d'être négligeable.

Correspondant LO



LP/FORIAN GARCIA

Grève des travailleurs d'Atalian à Saclay, en octobre 2025.

ID Logistics – Cholet : assez de la dictature !

Jeudi 29 et vendredi 30 octobre, une vingtaine de travailleurs de la plateforme ID Logistics à Cholet se sont mis en grève pour la première fois et ont tenu un piquet devant le site.



Les raisons de la colère sont nombreuses, mais c'est l'ambiance de caserne qui règne dans l'entreprise qui a déclenché la grève, après une énième sanction pour des motifs futiles. Plusieurs salariés ont été mis à pied une voire deux semaines. On leur reproche de petites erreurs dans leur travail, mais ce sont en fait des sanctions contre des travailleurs qui ont tenu tête à la direction.

Tout le monde l'a compris, car les brimades des responsables sont permanentes. La direction aboie ses consignes et rappels à l'ordre, et fait la chasse à ce qu'elle appelle du *« bavardage »* : il s'agit parfois tout simplement de saluer un collègue. Dans cette plateforme qui a tout juste deux ans, la plupart des travailleurs sont jeunes et subissent les réflexions paternalistes d'une direction qui les traite comme des gosses, leur reproche leur *« manque de maturité »* et leur fait la morale, y compris sur leur vie privée.

Sur le piquet, les anecdotes fusent, chacun racontant ce qui lui pourrit la vie au boulot. Par exemple, la direction a une façon toute patronale de combattre les accidents du travail : ne pas les déclarer, imposer des congés, et promettre aux salariés, s'il n'y a pas d'accident déclaré pendant 100 jours, de leur offrir des macarons cuisinés par le directeur adjoint lui-même. Ce serait ridicule si ce n'était pas insultant.

Si l'entrepôt est flambant neuf, les méthodes du patron n'ont rien de nouveau, comme le dénoncent les slogans des travailleurs en grève : *« Des sanctions, des menaces, mais pas d'augmentation »* ; *« ID dictature, ID esclavage »*. Tous les salariés subissent ces méthodes, y compris l'encadrement : six petits chefs ont fait un burn-out, et huit ont déjà démissionné. Bien sûr, cette dictature s'exerce aussi sur les salaires, à peine au-dessus du smic, et sur les horaires. Les heures supplémentaires obligatoires sont très fréquentes, elles ont même été quotidiennes de juin à septembre, et les salariés en sont sortis lessivés.

Embaucher et augmenter les salaires, ID Logistics en aurait les moyens, avec un chiffre d'affaires de 3,74 milliards d'euros en 2025. Quant à la fortune personnelle de son propriétaire, Eric Hémar, elle est estimée à 1,4 milliard d'euros, ce qui le place dans le top 50 des parasites capitalistes français.

La grève rassemble une minorité importante des cent travailleurs de l'entrepôt. Elle est populaire auprès des non-grévistes, qui viennent les saluer en début et fin d'équipe, et pendant leur pause repas. La direction voit bien le danger et met la pression aux intérimaires s'ils sont vus en train de parler aux grévistes.

Il n'y a pas de syndicat sur le site, et ce sont des élus CFDT d'autres entreprises qui ont rencontré la direction. Elle dit ne pas comprendre les critiques mais promet un *« plan d'action »* pour le 9 novembre, jour d'une visite des dirigeants du groupe. Les grévistes n'en attendent rien. En revanche ils sont fiers d'avoir relevé la tête et renforcé les liens entre eux. Voilà déjà un premier acquis de leur lutte !

Correspondant LO

Airbus Marignane : la direction sort le parapluie

Après les orages du mardi 20 octobre, la direction de l'usine Airbus Helicopters à Marignane est en train d'évaluer l'impact de la pluie sur l'activité, pour faire jouer l'assurance.

Alors que l'entreprise est assurée pour sa perte d'activité en cas de catastrophe naturelle, et se fait donc en partie dédommager, les travailleurs qui, à cause de la pluie, n'ont pu venir doivent, eux, poser un jour de congé. Transformer le déluge en pluie d'argent pour le patron, c'est le miracle de Marignane.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1er janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal novembre 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse,** pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que *« ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement »*.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	*Lutte ouvrière*		*Lutte de classe*
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

11-Novembre : “Maudite soit la guerre !”

Depuis cet été, le ministère de l'Éducation nationale prépare la mise en place de cérémonies commémoratives du 11 novembre dans les établissements scolaires. Il s'agirait de célébrer non pas *« la guerre, mais la paix conquise »*, selon les mots du ministre.

Évidemment, personne n'a jamais justifié la guerre autrement que par la conquête de la paix. Mais de quelle paix parle-t-on ? La paix pour les peuples colonisés, qui étaient pourtant *« morts pour la France »*, eux aussi, mais qui étaient toujours privés de tous les droits élémentaires au moment de l'armistice ? La paix pour les « gueules cassées », comme on appelait les soldats défigurés par de graves blessures ? Pour ceux que quatre ans dans les tranchées avaient rendus fous ? Pour les millions de prolétaires qui s'étaient entretués afin que leur bourgeoisie puisse mettre la main sur le caoutchouc de l'Indochine, pour les profits des Michelin et autres Renault ?

La « paix » de 1918 n'a même pas vraiment mis fin à la guerre : elle a semé les graines de la suivante, encore plus barbare et meurtrière.

Alors, aujourd'hui qu'une nouvelle boucherie généralisée se prépare, l'exécutif veut « réarmer » les esprits. Il met en avant le sens du sacrifice, du collectif, joue sur les sentiments les plus généreux de la jeunesse pour encourager l'engagement dans l'armée. Les militaires sont d'ailleurs invités, comme la police, à participer aux cérémonies dans les écoles, les collèges et les lycées.

Il faut espérer que le comportement des forces de répression lors des manifestations actuelles fasse réfléchir plus d'un jeune sur le rôle des corps armés.

Et s'il faut se souvenir, souvenons-nous de ceux qui ont fraternisé avec les ouvriers sous l'uniforme du camp d'en face, et qui ont été fusillés « pour l'exemple », pour avoir espéré la paix entre les peuples. Plusieurs monuments aux morts rendent hommage aux soldats tombés sous les balles de leurs propres généraux. Souvenons-nous de ceux qui se sont mutinés en 1917 refusant de continuer une guerre qui n'était pas la leur. Et surtout, souvenons-nous des révolutionnaires qui ont combattu la guerre en préparant la révolution, pour retirer à la bourgeoisie le pouvoir de décider de l'avenir de toute la société. Un combat plus que jamais d'actualité.



DR

Camille Paglieri

PRÉSIDENTIELLE 2027



LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD LE CAMP DES TRAVAILLEURS

À La Roche-sur-Yon, Cholet et Évreux

Les réunions animées par Nathalie Arthaud entre le 27 et le 30 octobre ont rassemblé des participants venus partager leurs préoccupations sur la façon d'élargir la mobilisation en cours, ainsi que leur colère après l'attentat de Trappes.

Parmi eux, plusieurs ont demandé ce que signifie « le camp des travailleurs » : *« Je suis aidante, je voudrais travailler mais je ne peux pas. Nous, les aidants, on se sent exclus, à la marge. Est-ce qu'on peut se sentir quand même du camp des travailleurs ? »* Une autre participante a demandé à Nathalie si elle considérait les chômeurs comme des travailleurs. *« Vous dites que les travailleurs ont la force de faire reculer le patronat, mais personnellement, je ne participe pas à la production des profits »*, a déclaré une aide à domicile. Un agriculteur, solidaire des mobilisations et prêt à les soutenir en fournissant de la nourriture, a déclaré se sentir plutôt *« dans le camp de la société »*.

Oui, mais « la société » ne forme pas un tout, a répondu notre candidate : elle est divisée en classes sociales aux intérêts opposés. Qu'ils soient en activité ou à la retraite, qu'ils travaillent dans la production ou assurent d'autres tâches indispensables au fonctionnement de la société, tous les travailleurs appartiennent à une seule et même classe sociale, celle de ceux qui n'ont que leurs muscles et leur cerveau pour vivre. C'est justement ce qui les distingue des capitalistes.

La logique de rentabilité capitaliste marginalise effectivement des millions de travailleurs, notamment ceux qui doivent s'occuper d'un proche. Mais *« les bourgeois, eux, ne se retrouvent pas aidants isolés, ils ont du personnel »*, comme ils en ont pour faire leur ménage, leur cuisine, faire leur déclaration d'impôts ou garder leurs enfants. Le « marché du travail », précisément parce que c'est un marché, exclut aussi ceux qui sont considérés comme invalides ou handicapés, alors que *« tout le monde peut trouver sa place, tout le monde peut jouer un rôle dans la société »*.

« La meilleure façon de ne pas se sentir isolé, c'est de nous aider à construire le parti qui manque au monde du travail », a affirmé Nathalie. Il faut un parti qui affirme l'unité des travailleurs et leurs intérêts communs, qui permette de partager les expériences, de se forger une conscience commune et de préparer les combats de demain.



À Évreux.

Retrouvez toute l'actualité de la campagne sur : nathalie-arthaud.info

Vidéos, prises de position sur l'actualité, affiches et brochure de campagne : tout ce qu'il faut pour suivre la campagne et faire connaître les idées du camp des travailleurs. Consultez le site et faites-le connaître autour de vous !

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Vesoul
Mardi 10 novembre à 13 heures
Espace François-Villon

Belfort
Mardi 10 novembre à 18 heures
Maison du peuple

Montbéliard
Mercredi 11 novembre à 17 heures
Ancienne mairie d'Audincourt

Metz
Jeudi 12 novembre à 18 heures
FJT Etap'Habitat

Fêtes de Lutte ouvrière

Besançon
Samedi 7 novembre
à partir de 15 heures
Grand Kursaal
Débat avec Nathalie Arthaud à 16 heures

Compiègne
Samedi 14 novembre
à partir de 16 heures
Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne
Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 heures

Caen
Samedi 14 novembre
Maison de quartier La Folie-Couvrechef
Débat avec Nathalie Arthaud à 18 heures

Dijon
Dimanche 15 novembre
à partir de 11 heures
Espace Tabourot, allée du Temps-libre, Saint-Apollinaire
Débat avec Nathalie Arthaud à 15 heures

Fourmies
Dimanche 15 novembre
à partir de 11 heures
Espace Mandela
Débat avec Jean-Pierre Mercier à 12 heures

Angoulème
Dimanche 15 novembre
à partir de 11 heures
Salle du Petit-Fresquet

Cercle Léon Trotsky

Les révolutionnaires et la démocratie bourgeoise

Vendredi 20 novembre à 20 heures
Mutualité, métro Maubert-Mutualité, Paris
(Participation aux frais : 3 euros)
Cette réunon initialement prévue pour samedi 7 novembre, a été reportée au 20 pour permettre la participation aux manifestations.

Lutte ouvrière ■ Directeur de publication : Michel Rodinson ■ Commission paritaire n° 1029 C 85576